

En premier lieu, nous avons établi que l'Union soviétique attache, tout comme le Canada, une priorité élevée à l'intensification de la coopération entre nos deux pays, à titre de voisins certes, mais aussi à titre de nations ayant en commun un éventail d'intérêts toujours plus vaste. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer que, au cours des sept derniers mois, le Premier ministre et M. Gorbatchev ont eu deux séries de longs entretiens personnels, et que M. Chevardnadze est venu par deux fois au Canada pour des consultations, en février, et encore en mai. J'ai moi-même accepté son invitation à me rendre de nouveau à Moscou cet automne, afin de maintenir l'élan de nos relations.

En second lieu, nous avons confirmé le ferme appui du Canada pour les réformes fondamentales de l'appareil institutionnel et politique qui sont en cours en Union soviétique, et nous avons discuté de moyens pratiques par lesquels nous pourrions apporter notre aide. Nous avons offert de rechercher une modification des règles du COCOM; de soutenir l'intégration soviétique dans le système économique mondial; d'établir de nouvelles coentreprises qui viendraient s'ajouter aux trente-cinq déjà en place; d'encourager par des arrangements attrayants la livraison immédiate de produits agricoles canadiens; enfin, d'examiner la possibilité de nouveaux accords concernant les pêches, le tourisme, la santé, voire les échanges dans le domaine de l'éducation.

En troisième lieu, nous avons fait valoir que la participation active d'une Allemagne unifiée à des institutions telles que l'OTAN et la Communauté européenne ne peut que contribuer à la stabilité partout en Europe. Nous avons aussi prêté une oreille attentive aux arguments des Soviétiques, et nous comprenons qu'ils veuillent d'abord avoir la preuve que l'OTAN se transforme effectivement de manière à s'adapter aux nouvelles réalités européennes. Comme l'a affirmé le Premier ministre hier, le Canada s'emploiera à faire en sorte que l'OTAN s'appuie bien davantage sur l'article 2 du Traité de l'Atlantique Nord - l'article politique proposé à l'origine par le Canada.

En quatrième lieu, nous avons discuté en détail des mesures sur lesquelles le Canada et l'Union soviétique s'entendent en vue de renforcer le processus et la pertinence de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Nos pays se situent aux deux extrémités de la nouvelle Europe qui se dessine. Ils ont tous deux particulièrement intérêt à voir mettre en place des institutions stables, qui permettent de définir et d'unir la grande Europe, de Vladivostok à l'île de Vancouver.

Enfin, le Premier ministre et moi-même avons abordé la grave situation dans les États baltes. Nous avons souligné encore une fois qu'il faut éviter toute mesure de répression, et que les problèmes, dont la sensibilité n'échappe à personne, doivent être